

mercredi, 19 septembre 2007

Bienvenue chez vous..... (1/3)

La France peut encore grandir... Nous ne disons pas qu'elle "**doit**" grandir, et nous n'avons aucune visées belliqueuses en tête, du type de celles des révolutionnaires; de ces rodomontades guerrières funestes "**à la Danton**", qui n'ont réussi qu'à mettre l'Europe et la France à feu et à sang, pendant plus de vingt ans, sans aucun gain territorial pour nous -avec même 500.000 Français perdus....(1) - et à nous mettre à dos des peuples qui nous admiraient sincèrement. Non, mais nous disons seulement que l'Histoire, ou les réalités (qu'on prenne les mots qu'on voudra...) font qu'une partie des populations qui auraient pu faire partie de l'ensemble national n'en font pas partie aujourd'hui. Pensons par exemple aux Jurassiens français, annexés de force au canton germanique de Berne (vexation supplémentaire) en 1815, après les Cent Jours, alors qu'ils demandaient leur intégration à la France (ce sont les Rauraciens des cartes de la Gaule Romaine...); pensons bien sûr à la Wallonie, ce berceau de la monarchie franque, en nous souvenant que, jusqu'à Clovis, Tournai fut la capitale des Mérovingiens; la langue française, qui ne s'éteignit jamais dans cette région, ne fut pas le seul trait d'union entre les Wallons et l'ensemble français: le plus émouvant ne fut-il pas la somme d'argent envoyée par les habitants de Tournai pour racheter Jeanne d'Arc, et les remerciements envoyés par celle-ci aux "**gentils Tournaysiens**"...?

Pourquoi, donc, cette "**belle province**" n'a-t-elle pas pu, au cours de l'Histoire, trouver l'occasion d'unir son destin à celui de la Nation dont rien ne la sépare? Tout simplement à cause des Anglais, qui ne voulaient pas d'une extension quasiment indéfinie de la France vers l'est et le nord-est; et qui trouvaient toujours la France bien assez grande comme elle l'était; on le sait, "**Anvers est un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre**". Dans l'obsession de leur sécurité -qui du reste peut fort bien se comprendre, et il faut admettre que nous l'aurions tout autant à leur place, et que nous aurions agi exactement comme eux... - la politique anglaise visa donc toujours à soutenir les Flamands en lutte contre la France, bien qu'ils en fissent juridiquement partie: en 843 en effet, par le traité de Verdun, la Flandre avait été attribuée à Charles le Chauve, dont le territoire devait former la France....

Mais assez vite, les intérêts économiques de la Flandre (les "**villes drapantes**"), l'orientèrent vers le commerce et l'amitié avec l'Angleterre, alors que celle-ci entraît avec la France dans "**cette inimitié de plus de dix siècles**" dont parle Chateaubriand. Il était donc fatal que l'on assistât à un relâchement, puis à la disparition, des liens qui unissaient primitivement la Flandre à la France; et que, parallèlement, les Anglais employassent tous leurs efforts à soutenir les Flamands dans leur lutte contre le Roi de France; et aussi à éloigner le plus possible la France de ces terres stratégiques -en même temps qu'alliées- pour eux... (à suivre.....)

(1): les forteresses de Philippeville et Marienbourg (cédées toutes deux à Louis XIV en 1659) et Bouillon (la ville de Godefroy!), actuellement en Belgique; les villes de la Sarre, aujourd'hui allemandes (Sarrelouis, fondée par Louis XIV en 1681 et Sarrebrück); Landau, aujourd'hui dans le Palatinat, mais qui fit longtemps partie de la décapole alsacienne (ville française depuis 1648!); Versoix, sur la rive nord du Léman, et une partie du pays de Gex, français depuis Henri IV, aujourd'hui en Suisse; il est à noter que ce n'est pas en 1814, où la France fut simplement ramenée à ses frontières d'avant la Révolution, mais après les "**Cent Jours**" que ces territoires nous furent enlevés (avec, en prime, une occupation de trois ans et une "**amende**" de 700 millions de francs!): dernier mauvais coup porté à la France par l'orgueil mégalomane de Napoléon...

jeudi, 20 septembre 2007

Bienvenue chez vous..... (2/3)

Telle est la seule raison, du point de vue historique, pour laquelle la Wallonie, aujourd'hui, n'est pas en France, comme la Provence, l'Auvergne, le Dauphiné ou la Touraine: parce qu'elle se trouvait au voisinage direct et immédiat de cette "**zone**" ultra-sensible de frictions permanentes entre France et Angleterre.... Elle fut par deux fois offerte à Louis XV par l'Autriche (à l'époque où elle faisait partie des "**Pays Bas Autrichiens**") et, par deux fois, Louis XV refusa de l'intégrer à la France, sachant très bien que l'Angleterre ne l'accepterait pas et que ce serait le prétexte de nouvelles guerres. Il réunit donc la Corse et la Lorraine, parce que, dans ces deux cas, le moyen fut trouvé d'isoler les Anglais et donc de ne pas créer les conditions de nouveaux conflits; mais il renonça à la Wallonie....

Un demi-siècle plus tard, après l'épisode napoléonien (entre 1815 -le Congrès de Vienne- et 1830), les Anglais poursuivirent leur politique et, pour verrouiller cette zone et arrêter définitivement l'extension territoriale de la France vers le Rhin, ils imaginèrent de créer une "**barrière**": les territoires de la Belgique actuelle furent d'abord réunis à la Hollande: c'était ne tenir aucun compte de la séparation religieuse effective depuis le XVI^e siècle, et cette fragile construction anachronique ne dura que quinze ans; puis ce fut la création de la Belgique,

mariage de la carpe et du lapin puisque faisant cohabiter deux parties dont l'une -la flamande- était devenue totalement rétive à tout ce qui pouvait ressembler à une union avec des territoires français: mais la France avait perdu sa prééminence, et l'occasion était trop belle pour les Anglais de compliquer les choses autant qu'il était possible; "**on**" dépeça le Luxembourg qui fut divisé en deux et donné pour moitié au Roi de Hollande; "**on**" enleva Landau à l'Alsace; "**on**" octroya la rive gauche du Rhin à la Prusse et l' "**on**" réunit -on l'a vu- la Wallonie à la Flandre: la "**barrière**" anti-française était solide !....

Encore Louis Philippe, sage et avisé, comprit-il que -les choses étant ce qu'elles étaient- la Prusse était devenue notre principal adversaire; et qu'il valait mieux accepter de bon cœur ce que, de toutes façons, vu la déroute napoléonienne, nous n'étions pas en mesure d'empêcher; et même il transforma cette défaite en ce que Bainville a pu appeler "**le dernier cadeau de la Monarchie**": à savoir, puisqu'on ne pouvait encore une fois rien faire d'autre, accepter la perte de cette province Wallonne, mais en en faisant un pays à l'indépendance garantie par l'Angleterre; le calcul se révéla juste lorsque plus tard, et par deux fois, nous fûmes en guerre avec les allemands; et, les deux fois, les Anglais -en un certain sens, un comble !...- furent du coup à nos côtés: ce qui était, reconnaissons-le, un assez cocasse retournement de situation.... (à suivre.....)

vendredi, 21 septembre 2007

Bienvenue chez vous..... (3/3).

Ainsi s'explique-t-il que l'on puisse dire aujourd'hui que la France est séparée de l'Espagne par les Pyrénées, de l'Italie par les Alpes et de la Wallonie par... les Anglais. Mais nous ne sommes plus en 1815: nous sommes deux cents ans après ! et les conditions (le contexte du XIX°...) qui ont amené la création de la Belgique n'existent évidemment plus. Le principe de réalité, l'humble soumission aux faits, la simple observation du réel, conduisent à constater que le divorce va croissant entre les deux communautés qui constituent la Belgique: la Wallonne et la Flamande; on peut s'en réjouir ou le regretter, mais c'est ainsi. Que va-t-il donc se passer, que peut-il donc se passer ? Gardons-nous de prédire de quoi demain sera fait: on le sait, on l'a dit, l'art de prédire est délicat, surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir !... Ce que nous pouvons dire par contre c'est que, si l'Histoire -comme la roue...- "**tourne**" en quelque sorte, on ne voit pas au nom de quoi on devrait refuser que ce qui a joué une fois en notre défaveur -et qui a été accepté par tout le monde- ne puisse pas demain jouer en notre faveur; en étant également accepté par tout le monde, cette fois-ci aussi.

En clair, si la Belgique se désintègre -comme il n'est plus du tout insensé de l'imaginer, et de l'imaginer dans un avenir très proche- on ne voit pas au nom de quoi il faudrait craindre ou refuser que France et Wallonie n'unissent leur destin; l'occasion historique tant attendue "**hier**" se produisant "**demain**", pourquoi ne permettrait-on pas à deux communautés qui ne souhaitent plus vivre ensemble de se séparer à l'amiable ? On l'a bien permis aux Tchèques et aux Slovaques; on l'a bien permis aux Monténégrins et aux Serbes; et dans les deux cas, tout le monde y a trouvé son compte; et -dans un domaine un peu différent il est vrai- on n'a rien trouvé à redire à la réunification allemande en 1990: pourquoi pas la même chose s'il s'agissait de la France, même si - c'est vrai- la comparaison est un peu forcée....

Pour la Wallonie, il y a donc au moins deux possibilités en cas de disparition de la Belgique: à savoir devenir indépendante, ou bien unir son destin à l'ensemble français; puisque l'option de l'union avec la France existe (1), nous pensons que la meilleure chose pour elle et pour nous serait de saisir l'occasion historique, *si et uniquement si* elle se présente, et de réunir les deux parties d'un même ensemble; que la Wallonie s'unisse enfin à l'ensemble dont elle fait culturellement partie depuis toujours, sans avoir jamais pu l'intégrer politiquement; qu'elle s'unisse avec lui, "**non pas comme un accessoire à un principal, mais comme un principal à un autre principal**", pour reprendre la très juste et très heureuse formule d'Union de la Provence et de la France, en 1487, sous le règne de Louis XI.

La France, qui ainsi grandirait encore, se compléterait heureusement, et avec bonheur, par l'enrichissement mutuel et réciproque que signifierait l'arrivée en son sein de ses enfants Wallons: tel est le sens, dans cette vision, de l'expression que nous avons choisie pour intituler cette réflexion, et que nous adressons à nos frères de Wallonie: "**Bienvenue chez vous !...**"

(1): il faudrait évidemment, comme pour Nice et la Savoie au XIX° siècle, être absolument sûr que le désir d'union avec la France est le fait d'une large majorité.

